

*Initiatives ministérielles*

aller notre appui au gouvernement et à nos alliés partout dans le monde.

Lorsque le gouvernement a commencé à prendre des mesures, il a choisi de ne pas rappeler le Parlement, préférant agir unilatéralement. Il a choisi de ne pas consulter la Chambre et ses comités et de ne pas tenir un débat complet sur toute l'affaire. Lorsque beaucoup d'entre eux sont envoyés outre-mer à bord de navires et d'avions pour soutenir un effort international, les Canadiens ont le droit de recevoir des explications complètes et de voir la question pleinement débattue. Tous les conflits internationaux présentent plus d'une perspective, et celui-ci ne diffère pas des autres à cet égard.

La décision initiale de ne pas rappeler le Parlement nous place dans une situation embarrassante. Les Canadiens essaient de comprendre pourquoi le gouvernement a agi arbitrairement, pourquoi il n'a pas invité d'autres Canadiens à exprimer leur opinion. Comme vous le savez, monsieur le Président, le gouvernement a disposé de deux ou trois mois avant que la situation n'en arrive au point où elle en est. Aujourd'hui, nous sommes peut-être à la veille d'une guerre, la situation est très grave. Or, nous aurions pu nous y préparer depuis plusieurs mois déjà.

Lorsque le député de Winnipeg-Sud-Centre a vu la motion, il a proposé, au nom de notre parti, l'amendement suivant:

Que la Chambre condamne le gouvernement pour ne pas avoir rappelé le Parlement à la première occasion pour qu'il remplisse sa fonction légitime de consultation et de débat sur le rôle que le Canada doit jouer dans le règlement de la crise actuelle;

et que la motion soit renvoyée au Comité des affaires étrangères.

Si nous avons adopté cette stratégie, le gouvernement aurait alors réalisé un consensus au lieu de se trouver maintenant face à une Chambre divisée.

Comme le député de Winnipeg Transcona, qui m'a précédé, l'a dit, il est très important pour les Canadiens de savoir que lorsque le gouvernement engage le Canada dans un conflit international, il le fait avec l'appui de la Chambre. Il est malheureux de constater que, compte tenu du libellé de la motion initiale, le gouvernement n'arrivera pas à réaliser un consensus à la Chambre parce qu'il a préféré ne pas prendre les mesures élémentaires qui s'imposaient.

Ensuite, la motion propose que nous travaillions plus directement sous la bannière des Nations Unies.

C'est un point très important au sujet duquel il y a beaucoup de dissensions au sein de la communauté internationale. Je crois que nous devrions examiner cette question très directement.

La question, c'est que les États-Unis se sont donné le rôle de chef de file dans cette opération, au nom des alliés. C'est la même chose qui s'est passée lors de la guerre de Corée. Ils ont pu se servir du drapeau des Nations Unies pour lancer une opération essentiellement américaine. Les gens pensent que cela ressemble beaucoup à d'autres activités internationales, en ce sens que les Nations Unies ne font que donner leur bénédiction aux Américains. Le Canada a toujours voulu que les Nations Unies deviennent plus fortes. Les Nations Unies de 1990 sont différentes des Nations Unies du début des années 1950, à l'époque où les Américains se sont servis de cette organisation pour aller se battre en Corée.

Je crois que nous devrions faire tout ce que nous pouvons, par l'intermédiaire de notre ambassadeur aux Nations Unies, pour continuer d'agir de façon multilatérale dans tous les secteurs, qu'il soit question d'accords commerciaux, d'organisations humanitaires ou d'organisations militaires. Notre avenir réside dans une utilisation non pas absolue mais bien très modérée du pouvoir militaire. Cela ne peut se faire que si nous avons des organismes internationaux qui sont forts. Nous risquons, particulièrement en ce moment crucial, de laisser les circonstances prendre le dessus sur notre position, à moins que nous affirmions clairement que nous continuerons de participer seulement par l'intermédiaire des Nations Unies. Cela ne diminue en rien l'excellent travail que font nos militaires au nom de la Chambre des communes, du Parlement et de tous les Canadiens.

Je me joins à mes collègues qui ont pris la parole avant moi pour remercier ces militaires de s'être préparés si rapidement, d'avoir trouvé les ressources nécessaires dans une organisation où les ressources sont insuffisantes et d'être allés appuyer les Nations Unies. Nous leur souhaitons simplement à tous une bonne santé. Nous espérons qu'un conflit pourra être évité et qu'ils pourront revenir au Canada indemnes, lorsque cette épineuse affaire sera réglée.

Dans le contexte actuel, alors que nous cherchons à soutenir les membres de nos forces armées qui se trouvent sur place, nous devons également nous assurer que l'appui apporté aux Nations Unies n'est absolument pas remis en question. Nous sommes à un point tournant dans l'évolution de la scène politique mondiale. D'autres